# Pourquoi avez-vous besoin d'un service juridique?

Une idée la fosse commune des hommes d'affaires novices selon laquelle une jeune entreprise n'a pas besoin d'un avocat peut entraîner des pertes financières, et même détruire l'entreprise.  
Une idée la fosse commune des hommes d'affaires novices selon laquelle une jeune entreprise n'a pas besoin d'un avocat peut entraîner des pertes financières, et même détruire l'entreprise. Aujourd'hui, chaque entrepreneur doit comprendre comment le service juridique de l'organisation est créé et fonctionne.  
  
Pourquoi les petites et moyennes entreprises ont-elles besoin de services juridiques?  
Les petites et moyennes entreprises ont plus que jamais besoin de services juridiques. Selon les résultats des activités de poursuite, il y a une augmentation du nombre de cas de violation des droits des entités commerciales - de 152 807 en 2019 à 165 548 en 2020 (une augmentation de 8,3%). La situation est aggravée par les idées fausses répandues parmi les hommes d'affaires novices : l'entreprise est jeune, nous n'avons pas encore accumulé de dettes et les organes de l'État ne sont pas encore venus avec des inspections ; les réponses à toutes les questions peuvent être trouvées sur Internet; il y avait un problème - il sera donc résolu tout seul.  
  
 Malheureusement, nous sommes très paresseux et inertes. Soyons honnêtes avec nous-mêmes et admettons que nous n'aimons pas résoudre les problèmes. Peut-être que ça partira quand même ? Cette affirmation n'est pas seulement vraie pour les entreprises. Rappelez-vous comment vous visitez le dentiste ? Peu d'entre nous souscrivent à une prophylaxie tous les six mois et, dès les premiers symptômes, courent chez le dentiste. La plupart d'entre nous remettent la résolution du problème à la dernière minute...   
  
Cependant, une telle attitude frivole est extrêmement dangereuse. En raison de l'évolution rapide de la législation, il est difficile pour un non-professionnel de suivre les innovations, et en règle générale, la méconnaissance de la loi ne dégage pas de responsabilité. Les actions inconsidérées d'un entrepreneur peuvent non seulement affecter la réputation de l'entreprise et entraîner des pertes financières, mais aussi détruire l'entreprise.  
  
Pour le développement et la sécurité de toute organisation, un service juridique est nécessaire. Ses spécialistes sont appelés à mettre en place des mécanismes juridiques pour la mise en œuvre effective de ses activités par l'entreprise, afin d'assurer sa protection juridique en identifiant et en éliminant les risques éventuels. Il est presque impossible d'imaginer le bon fonctionnement d'une organisation aujourd'hui sans un service juridique.

Les tâches principales du service juridique peuvent être divisées en deux catégories.  
  
1. Tâches internes liées aux activités du service juridique directement dans le domaine du droit :  
  
travail contractuel : tenue d'un registre des contrats ; création de projets (formes) de contrats utilisés dans l'organisation; examen juridique des contrats et élimination des erreurs dans ceux-ci; la rédaction d'accords complémentaires, d'annexes aux contrats ;  
travaux de réclamation : tenue d'un registre des contreparties qui remplissent mal ou pas du tout leurs obligations ; travailler sur les comptes débiteurs; établissement et envoi des réclamations, suivi des réponses et des actions des contreparties après réception des réclamations ; préparation des réponses aux réclamations des contreparties à l'organisation, etc.;  
travaux sur la conduite des affaires judiciaires : élaboration d'une position juridique ; collecte, analyse, traitement et préparation de documents pour le dépôt de réclamations devant les tribunaux; préparation des documents de procédure (déclarations, pétitions, requêtes), etc. ;  
travailler avec des procurations: tenir un registre des procurations, établir des procurations pour une entreprise, surveiller leur période de validité, etc.;  
conseiller le chef et les employés de l'entreprise sur des questions juridiques;  
représenter les intérêts de l'organisation lors des inspections : analyser les motifs de la conduite d'une inspection, préparer des documents, élaborer une position juridique sur la base des résultats d'une inspection, faire appel contre les actes des fonctionnaires, etc. (voir aussi une sélection d'articles sur le thème « Entrepreneurs - sur les inspections par les autorités de régulation »);  
représentation des intérêts de l'entreprise lors des activités d'enregistrement: collecte et préparation de documents pour apporter des modifications aux documents constitutifs de l'organisation, rédaction de documents pour l'obtention de licences et d'accréditations, enregistrement et enregistrement de biens immobiliers, de véhicules, d'équipements spéciaux ;  
représenter les intérêts de la société dans les procédures d'exécution.  
Les types d'activités énumérés ne peuvent pas être effectués par des personnes sans formation juridique et sans expérience de travail pertinente.  
  
2. Tâches externes liées aux activités du service juridique, qui ne relèvent que partiellement de la jurisprudence :  
  
audit légal des réglementations locales de la société (règlements, arrêtés, instructions, arrêtés, décisions de l'assemblée générale des actionnaires et du conseil d'administration) ;  
travailler avec les documents entrants, préparer les réponses aux demandes de renseignements, les appels des citoyens, etc. ;  
en partie les activités de gestion liées au contrôle du respect des normes légales par les organes de direction de la société, à la préparation de la documentation pour la prise de décision par le conseil d'administration, etc. Si vous avez des questions, veuillez contacter [**cabinet avocats Tunisie**](https://www.barguiavocats.com/le-cabinet) .